

Cent soixante-dixième session du Conseil

Point 21: Évolution des débats au sein d'autres instances intéressant la FAO

La FAO remercie l'Union européenne, qui a joué un rôle central dans la création du Réseau mondial contre les crises alimentaires et continue d'appuyer ses travaux et d'y participer activement. Le Réseau mondial a son propre site web, consultable à l'adresse suivante (en anglais): <http://www.fightfoodcrises.net/>. On y trouve des informations régulièrement mises à jour sur les dernières analyses, manifestations et déclarations en date du Réseau mondial et de ses partenaires. Parmi les nouvelles informations importantes, on peut citer: [le rapport mondial 2022 sur les crises alimentaires](#); les [conclusions du dialogue de haut niveau sur les crises alimentaires et nutritionnelles dans la région du Sahel](#), manifestation organisée par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, l'Union européenne et le Réseau mondial; et la création d'une page qui rassemble les analyses réalisées par les partenaires au sujet des [conséquences de la guerre en Ukraine dans les situations de crise alimentaire](#). La FAO se tient prête à donner une présentation sur le Réseau mondial, que ce soit à la prochaine session du Conseil, si les Membres en font la demande, ou à une autre occasion qui s'y prête.

Le Réseau mondial a conscience que la fragilité des systèmes alimentaires et la marginalisation rurale, ainsi que les crises environnementales, politiques et économiques, sont des causes profondes de l'insécurité alimentaire qui, dans les pays touchés par des crises alimentaires, sont souvent aggravées par les conflits, l'insécurité, les phénomènes climatiques extrêmes et les chocs économiques. Dans les pays en situation de crise alimentaire, les fragilités déjà présentes ont été progressivement exacerbées par les répercussions des crises et des chocs, produisant un effet cumulé. Non seulement ces crises frappent toutes au même moment, mais leurs effets s'additionnent, ce qui fait empirer la situation année après année.

Dans ce contexte, le Réseau mondial fournit des données et analyses consensuelles en vue de mieux faire comprendre les causes profondes, l'ampleur et la gravité de l'insécurité alimentaire aiguë, à l'appui de la prise de décisions aux niveaux national, régional et mondial. Sur la base de ces efforts, il élargit actuellement son domaine d'action afin d'utiliser ces éléments factuels pour trouver à l'échelle du nexus action humanitaire-développement-paix des solutions aux causes profondes des crises alimentaires dans un contexte donné. La démarche du Réseau mondial consiste à rassembler les parties prenantes du nexus à l'occasion de dialogues sur les politiques menés au niveau des pays et réunissant les pouvoirs publics, les entités des Nations Unies, les organisations non gouvernementales, les partenaires fournisseurs de ressources, le secteur privé et la société civile. L'objectif de ces dialogues est de parvenir à une compréhension commune des causes profondes de l'insécurité alimentaire en s'appuyant sur des éléments factuels, et de définir ensemble les priorités et les mesures à mettre en œuvre pour éliminer les causes profondes de l'insécurité alimentaire aiguë et accroître la résilience des systèmes alimentaires locaux.

La FAO a pleinement conscience de l'importance du Réseau mondial et appuie les activités de celui-ci, qui concernent l'ensemble de l'Organisation. Le Réseau mondial jouit d'une forte présence au sein du Bureau des urgences et de la résilience de la FAO, mais il est également bien intégré à d'autres parties de l'Organisation. Il s'efforce de fournir des données et des analyses de qualité et à jour et collabore donc étroitement avec plusieurs divisions de l'axe de travail Questions économiques et sociales, sous la supervision de l'Économiste en chef de la FAO. Il travaille en particulier avec la Division des marchés et du commerce (EST) et la Division de l'économie agroalimentaire (ESA), dont relève le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), qui fixe les normes de référence pour l'analyse de l'insécurité alimentaire aiguë dans les pays en situation de crise alimentaire et est l'une des pierres angulaires du rapport mondial sur les crises alimentaires et des travaux du Réseau mondial. En outre, pour ce qui est de l'action au niveau des pays, le Réseau mondial coopère étroitement avec les représentations de la FAO et met également à profit d'autres capacités techniques de l'Organisation en fonction des besoins propres aux pays. Cela inclut, par exemple, la collaboration avec la Division de la transformation rurale inclusive et de l'égalité des genres (ESP) dans le domaine de la protection sociale, une approche viable et fondée sur le nexus

dans les pays touchés par des crises alimentaires.

La Division de la statistique de la FAO se réjouit de l'intérêt manifesté par le Chili concernant l'indice de la pauvreté multidimensionnelle mis au point par l'Organisation et l'Initiative pour la pauvreté et le développement humain de l'Université d'Oxford. Elle se tient prête à communiquer toute information complémentaire requise.

En particulier, la Division de la statistique souhaite faire remarquer que l'indice de la pauvreté multidimensionnelle peut être appliqué aux zones rurales définies sur la base de tout critère pertinent pour les Membres, ou de tout critère arrêté au niveau international.

On trouvera des informations détaillées sur l'indice de la pauvreté multidimensionnelle dans le rapport publié à ce sujet par la FAO et l'Initiative pour la pauvreté et le développement humain, disponible à l'adresse suivante (en anglais): <https://www.fao.org/food-agriculture-statistics/resources/publications/statistical-development-series/en/> (FAO et Initiative pour la pauvreté et le développement humain. 2022. *Measuring rural poverty with a multidimensional approach: The Rural Multidimensional Poverty Index. Collection FAO: Développement statistique, n° 19. FAO, Rome*). Le cas échéant, la Division de la statistique est prête à communiquer des renseignements complémentaires et à répondre à des questions plus spécifiques à l'occasion d'une réunion spéciale.

La FAO salue l'appui sans faille prêté par le Japon à la mise en œuvre du plan de travail de l'Organisation et réaffirme qu'elle reste déterminée à accroître la résilience et la durabilité des systèmes alimentaires en vue de soutenir les moyens d'existence vulnérables.

La FAO remercie le Ministère japonais de l'agriculture, des forêts et de la pêche de son soutien, grâce auquel la Division de l'économie agroalimentaire (ESA) et la Division des marchés et du commerce ont pu travailler ensemble dans le cadre du projet de directives visant à accroître la résilience des filières agricoles. La version finale des directives est en cours d'élaboration et tient compte des observations très utiles formulées par le Ministère.

Les directives feront office de référence internationale sur la résilience des systèmes agroalimentaires face à différents types de chocs. Elles devraient être diffusées auprès d'un grand nombre de décideurs et utilisées comme une première source de conseils par les pays devant prendre des décisions stratégiques dans le secteur agricole lorsqu'un choc survient. Le Gouvernement japonais pourrait présenter les directives à l'occasion d'un certain nombre de réunions internationales, comme celles du Groupe des Vingt.

Les indicateurs mis au point pour *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2021* sont en train d'être intégrés à plusieurs initiatives axées sur le renforcement de la résilience des systèmes agroalimentaires. La FAO prévoit d'inclure l'indice de souplesse de l'approvisionnement alimentaire (ISAA) à FAOSTAT en 2022 et de le mettre à jour chaque année. L'ISAA est également en passe d'être adopté comme l'un des indicateurs servant à mesurer les capacités de résilience par un consortium d'institutions regroupant, entre autres, l'Université Johns Hopkins, l'Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition, la FAO, le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI), Bioversity International, le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT) et CARE. Pour terminer, à l'heure actuelle, l'Inde et des petits États insulaires en développement (PEID) utilisent l'ensemble des indicateurs du rapport *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture* afin d'éclairer les débats nationaux sur les politiques relatives à la résilience des systèmes agroalimentaires.